

Anti-Camp Actions

à Blankenburg/Oldenburg

29.09. - 1.10.2006

Le système européen de camps

Actuellement un système de différents camps qui se complètent mutuellement est en train d'être construit à grande allure. Il y a premièrement devant les portes de l'UE des camps des réfugié(e)s pour les rattraper, comme en Ukraine, en Libye ou dans la Mauritanie; deuxièmement il y a des grands complexes de camps directement aux frontières d'extérieur de l'UE, par exemple en Pologne, sur Lampedusa (l'Italie) ou les Canares (l'Espagne); troisièmement il y a des camps différents dans les divers pays de l'UE. En Allemagne il y a les ainsi nommés camps centraux d'accueil, comme le ZAAB Oldenburg à Blankenburg, et les camps de déportation comme la succursale de ZAAB Oldenburg à Bramsche/Hesepe. Il n'existe plus une redistribution des réfugié(e)s dans des villes et communes, de sorte qu'il vivent dans le camp du jour quand ils ont demandé d'asile jusqu'à leur refus et déportation. Le principe fondamental de ces camps est l'isolation – ça peut être dans le désert Libyen, dans les forêts du Mecklemburg-Vorpommern ou dans la zone industrielle des villes dans l'Allemagne de Ouest. Car plus que les réfugié(e)s et migrants soient isolé(e)s ou bien exclus de la société, ça veut dire que plus que le contact avec la population, les communautés d'autres migrants, avocats ou activist(e)s dans la politique soit clairsemé, plus les migrants soient contrôlé(e)s, chicané(e)s, humilié(e) par la direction du camp et les autres autorités.

Avec leur politique d'isolation les bureaucrates des camps de l'UE poursuivent plusieurs, de fois opposés, buts: Premièrement il faut qu'autant de réfugié(e)s et migrants que possible soient rattrapé(e)s dans des camps pour les empêcher d'entrer dans l'UE – une entreprise qui est en rapport direct avec autres mesures, comme par exemple la surélévation personnelle de la police de frontière, le perfectionnement technique du contrôle de frontière ou l'exploration des routes de migration et points de rencontre secrets. L'internement dans les camps est deuxièmement une prémisses centrale pour déporter les réfugié(e)s

et migrants sans difficulté, soit directement dans leurs pays d'origine soit dans les camps qui sont récemment construits dans l'Afrique du Nord, ou les gouvernements de la Libye, le Tunis ou le Maroc décident sur la procédure ultérieure. Troisièmement la politique des camps sert à effrayer et illegaliser les gens – soit que les réfugié(e)s et migrants préfèrent d'entrer dans l'UE irrégulièrement (au lieu de demander d'asile en vain) soit qu'ils soient anéantisés par les expériences dans le camp et vont dans l'illegalité. Tous les deux options sont bien calculées, en tout cas dans la plupart: Des hommes sans papiers ne coûtent rien pour l'état, de plus ils sont à la disposition du marché du travail européen comme une capacité du travail bon marché, flexible et sans être au syndicat – si c'est dans l'agriculture, en constructions, dans des métiers de nettoyage, dans la gastronomie, les ménages de la classe moyenne...

C'est aussi important de dire, que c'est seulement une minorité qui vont dans autres pays en raison de la curiosité et l'envie de découverte. La majorité des hommes cherchent par contre une meilleure vie – une vie en dignité et autodétermination, en sûreté et dans des conditions de vivre qui ne sont pas marquées seulement de la manque. A l'invers ils partent des leurs pays pour que leur base d'existence a été détruite, pour qu'ils doivent se mettre en sûreté de la guerre, la dictature ou la persécution à cause de leur sexe. Beaucoup de ces causes ont directement ou indirectement quelque chose à faire avec le système économique (mondial) régnant. Donc la politique des camps et de migration doit aussi être comprise comme un essai de la part des pays riches de maintenir la proportion mondiale de la distribution des bons, marqué d'une extrême injustice.

Nous rejetons l'isolation des réfugié(e) et migrants sans papiers, n'importe s'ils sont évacués des villes dans les forêts ou dans des camps dans les déserts de l'Afrique du Nord. Plutôt on réclame le droit de mouvement global. Tous les hommes ont le droit de vivre ou et autant qu'ils veulent. On réclame le stop des toutes les déportations et la fermeture immédiate des camps – ici et partout.

For global freedom of movement!

Equal rights for all!

Le camp Blankenburg

Le camp Blankenburg qui se trouve à 7 km de Oldenburg a été construit en 1294 comme monastère dominicaine et après sa fermeture au moitier du 16ème siècle il a servit comme logement pour des gens qui étaient exclus de la société, des pauvres, des sans abri, des malades (mentales). Après que la psychiatrie à Blankenburg a été freinée au début des années ,80 l'administration municipale de Oldenburg a aménagé une logement pour des gens qui ont déménagé de l'ancienne RDA. En 1990 le ZAST pour des demandeurs d'asile a é constitué. Le ZAST Oldenburg était à ce temps un des grands camps de premier «accueil» pour des réfugié(e)s en Niedersachsen, le deuxième établissement de cette allure ce trouve à Braunschweig.

Sur la trame d'une loi d'asile rendue plus sévère à l'échelle fédérale il y avait déjà en 1986 dans la ville d'Oldenburg quelques abris de masse pour des réfugié(e)s (qui vivaient avant de ca dans des appartements normaux) qui avaient une administration centrale. En 1989 il y avait ca. 1400-1500 réfugié(e)s à Oldenburg. Maintenant environ de 700 demandeurs d'asile ont été interné(e)s dans le ZAST. Avec ce pas la ville d'Oldenburg a d'porté les réfugié(e)s à Blankenburg, en dehors des limites de la ville. Le mair de jadis, Wandscher, avait négocié avec le ministre de Niedersachsen, Trittin, un accord , d'après avec le ZAST la ville d'Oldenburg était excluse d'une autre distribution des réfugié(e)s, parce que Oldenburg serait assez charché avec le ZAST.

Les réfugié(e)s devraient rester dans le ZAST au plus trois mois, après ce temps ils devraient être transféré(e)s dans des logements decentrales. Pourtant en 1994 des réfugié(e)s ont protesté , parce qu'ils ont du rester plus qu'un demi an dans le camp. Des familles devraient vivre avec six ou plus de personnes dans une chambre qui avait moins de 20 m², les dult n'avaient pas le droit de travailler et les enfants pouvaient pas aller à l'école. En ce temps l'entrée a été bloqué, 40 hommes ont fait une grève de la faim, d'autres habitant(e)s ont boycotté la cantine du ZAST. A caus de la pression publique quelques possibilités pour faire la cuisine et la vérification des possibilités pour aller à l'école pour des enfants ont été promises. 60 personnes ont été transféré(e)s dans autres «Heim». La tendance d'interner des gens dans des camps à long terme était claire déjà à cette époque.

Depuis 1998 aussi des réfugié(e)s dont leur nationalité n'est pas claire sont interné(e)s dans le cadre de «Projet X» au ZAST Oldenburg. On leur demande par écrit de quitter leur appartement qui se trouve dans une ville, dans une commune, et de vivre de nouveau dans le camp pour constater leur identité. Par des interrogatoires fréquents, présentations aux ambassades, contrôls de leur choses personnelles et d'espionnage ciblé pour trouver des indices sur leur pays d'origine, de la privation de l'argent les instances officielles essayent d'obliger les réfugié(e)s de démontrer leur nationalité pour y pouvoir les déporter. Beaucoup de ces réfugié(e)s vont dans l'illégalité. Le projet est consi-

Le camp comme une «institution totale»

Les camps ont le caractère d'une institution totale: Ils limitent les relations sociales des hommes, qui y sont relogé(e)s forcément, avec le monde extérieur; ils limitent la liberté de circulation. L'organisation administrative de la vie, toujours dans le même endroit et dans le collectivité forcé, crée une – monde artificiale – dans laquelle la liberté d'action es limité dans une mode éclatante et les réfugié(e)s sont privé(e)s du droit de l'autodétermination.

Depuis 1991 toutes les administrations nécessaires pour la procedure d'asile existent sur le terrain de Blankenburg. Les succursales de l'administration pour migration («Ausländerbehörde»), l'office fédéral pour la reconnaissance des migrant(e)s, le bureau d'aide sociale et la police judiciaire, les cachots pour des prisonniers qui doivent être déporté(e)s, l'aide social général et la diaconie sont situés au ZAAB Oldenburg.

De plus il y a des services de garde, qui recoivent de fois des procurations de la police, ca veut dire qu'ils ont le droit d'arrêter, emprisonner, vérifier et perquisitionner des réfugié(e)s. Les gardiens et policiers peuvent entrer dans les chambres des réfugié(e)s à tout moment. Il y a des pylones à l'entrée qui contrôlent les habitant(e)s du camp et les visiteurs quand ils entrent et sortent du camp.

La restriction des réfugié(e)s est un but déclaré parce que les réfugié(e)s sont interné(e)s dans le camp pour être exposé(e)s aux contrôles permanents. Avec les camps les réfugié(e)s sont isolé(e)s de la société et leur integration est empêché. Il ne faut pas qu'ils peuvent construire une propre existence mais qu'ils quittent le pays le plus que possible.

déré comme avec succès parce que c'est possible de faire des économies, soit que les gents seront déporté(e)s soit qu'ils vont dans l'illégalité. Entre-temps les expériences de ce projet sont devenus un élément fix du système de camps en Allemagne.

Depuis la fin de 2000 le ZAST a une succursale à Bramsche/Hesepe qui est effectivement un camp de déportation. Le camp compte dans l'Allemagne comme un projet de modèle, les méthodes du Projet X sont réalisées conséquent et de plus en plus raffinées. Le but déclaré c'est de talonner les gens de sortir de l'Allemagne ou d'aller dans l'illégalité par des mesures répressives. Dans l'autopromotion de la succursale Bramsche c'est écrit cyniquement: «On développe ensemble avec les réfugié(e)s des perspectives pour un retour avec dignité».

Depuis le début de 2005 le ZAST s'appelle ZAAB et s'est développé d'un camp d'«accueil» dans un camp de rassemblement. Ensemble avec la succursale Bramsche il s'est formé une combinaison de camp d'entrée/sortie.

Les derniers 10 années le nombre de réfugié(e)s a diminué et les hébergements decentrales ont été de plus en plus fermées. Une « redistribution » n'existe plus alors que les réfugié(e)s doivent vivre dans le camp du premier jour de leur demande d'asile jusqu'à leur refus et leur déportation. De ZAAB Oldenburg ils sont ammené(e)s au camp de déportation à Bramsche/Hesepe s'il y a la supposition que le demande d'asile n'aura pas du succès. Effectivement ca veut dire que presque tous et toutes les réfugié(e)s peuvent

être interné(e)s dans le camp à Bramsche/Hesepe, parce que le quota des demandes d'asile qui sont décidés positivement est de 0,9% en Allemagne.

D'après le directeur du camp à Oldenburg, Christian Lütgau, les gens restent en moyenne une année à Blankenburg, mais il y en a aussi qui doivent vivre depuis plus de trois ans au camp. Pour le moment 560 hommes vivent à Blankenburg (qui a une capacité de 550 places), des gens d'Iraq, de Turquie, de l'ancienne Yougoslavie et des pays Africains. Les réfugié(e)s sont soumis(es) au « Residenzpflicht » (ca veut dire qu'ils n'ont pas le droit de quitter leur «Landkreis» sans permission), ils reçoivent seulement d'argent liquide en valeur de 39,18€ par mois, autrement des prestations en nature et ils ont une interdiction du travail (quelques sélectionné(e)s peuvent travailler pour 1,05€ par heure). Dans une lettre ouverte des quelques habitant(e)s du camp, qui était rendu en 2006 au gouvernement du Niedersachsen, les conditions dans le camp sont décrites:

Femmes et Refuge

Dans le monde entier des millions des femmes avec leurs enfants se réfugient. Il y a des causes innombrables qui menent des femmes à quitter leurs pays d'origine: Des femmes se réfugient à cause de la mutilation génitale, prostitution forcée, mariages forcés, torture sexuelle, persécution de la vie lesbienne. Elles décident de migrer parce que dans leurs pays d'origine elles n'ont pas aucune chance pour une éducation, parce qu'elles sont persécutées comme activistes politiques et doivent quitter leur pays. Des femmes prennent la décision de migrer parce qu'elles ne voient pas une possibilité de gagner assez d'argent dans leur pays. Elles migrent parce qu'elles ne veulent pas se conformer avec leur rôle de femme imposé. Des femmes se réfugient à cause des conséquences de la colonisation. Elles fuient de la destruction ciblée de leur base vitale économique et écologique.

80% des tous et toutes réfugié(e)s dans le monde entier sont des femmes. On ne remarque pas souvent ce fait, parce que la plupart des réfugié(e)s qui arrivent dans le pays de ouest sont des hommes. Plus loin le chemin pris des gens est, plus petit sera le nombre des femmes. Elles ont des prémisses plus males pour organiser une fuite. Il manque de l'argent, des relations et de l'éducation. Des femmes partent souvent ensemble avec leurs enfants et, à cause de ça, elles ne sont si malléables. Beaucoup de femmes arrivent seulement jusqu'à la frontière de leur pays ou au pays voisin.

La moindre part des femmes qui atteignent l'Allemagne n'ont presque pas une chance de recevoir d'asile. Dans la plupart des cas des causes de fuite spécifiques aux femmes ne sont pas acceptés et de la protection nécessaire n'est pas accordé. Comme ça, pour beaucoup des femmes la fuite finit dans l'illégalité ou dans un camp des réfugié(e)s.

Beaucoup des femmes du camp de déportation à Bramsche/Hesepe racontent sur la situation inhumaine dans laquelle elles et leurs enfants sont forcés de vivre.

R. raconte: Elle est venue en Allemagne parce que, comme veuve en Liban, elle devrait donner son fils à l'oncle. Comme

Les habitant(e)s ne sont pas informé(e)s sur leur(e)s droits, des informations et sommations importantes ne sont pas traduits; ils vivent isolé(e)s, la connexion du bus est male et avec 39,18€ par mois pas payable; la nourriture n'est pas équilibrée et la cuisine ne se rend pas compte des particularités des différentes cultures; en cas de maladie ils peuvent seulement consulter la femme médecin du camp, elle est seulement deux fois par semaine là, ne s'occupe pas assez des patients mais prescrit pour toutes les maladies fréquemment le calmant paracetamol et s'articule en mode raciste. Dans la lettre ouverte les réfugié(e)s demandent un relogement décentralisé et un traitement humain.

On se solidarise avec la lutte quotidienne des réfugié(e)s et réclame la fermeture des camps. Chacun doit avoir la possibilité de décider ou et comment il/elle veut vivre. Migration n'est pas une crime et le principe «Droits égaux pour tous et toutes» n'est pas négociable!

célibataire elle n'a pas le droit de vivre avec son fils dans un environnement chiites avec une législation islamique. Après une tentative de suicide elle a arrivé à fuir en Europe. Elle espérait de trouver la liberté et l'égalité de droits, mais elle rencontre du racisme, manque de liberté et la déportation menaçante.

Quoiqu'il existe la reconnaissance de persécution spécifique au sexe dans la nouvelle loi sur l'immigration du 2005, sa raison pour un refuge n'est pas homologué, mais rejeté parce que ça soit «une coutume culturelle dans son pays d'origine». Bien que le Liban soit bombardé, le directeur du camp a fait pression sur R. pour qu'elle procure ses papiers manquants pour pouvoir la déporter.

Le quotidien dans le camp est marqué de la humiliation, discrimination, des abus sexuels et de la perte de la liberté personnelle. Ainsi (par exemple) plusieurs personnes doivent vivre ensemble dans une chambre et comme ça elles perdent totalement leur sphère privée. Il n'existe pas des chambres de retraite pour les femmes, comme par exemple une chambre de séjour ou une salle du sport, même aux salles de bain pour les femmes elles sont importunées par les gardiens. Les habitantes du camp sont forcées de manger de l'alimentation de masse dans la cantine. Mais il y a de la résistance individuelle, par exemple quand des réfugié(e)s acquièrent un petit fourneau électrique pour préparer leur repas d'eux même.

Surtout la situation des enfants montre clairement tel que le quotidien dans le camp est inhumain. A l'école maternelle il y a 2 éducatrices pour 50-70 enfants. Les jouets sont souvent vieux et cassés. Il y en a des jouets nouveaux mais les enfants n'ont pas le droit de l'utiliser. Mais aussi les enfants s'opposent de leur manière: Comme ça Z. a peint avec des crayons nouveaux quoiqu'il ait été interdit. A cause de ça l'éducatrice l'a renvoyé de l'école maternelle. Des autres enfants ont essayé de s'opposer de le rentrer. La dispute a fini avec une interdiction d'école maternelle pour tous les enfants.

Pour tous les enfants âgés il y a une école dans le camp, dans laquelle ils ont des classes pour 2 heures. La plupart des enfants ne peuvent pas assez se développer, parce que les

contenus de l'enseignement sont presque les mêmes dans chaque classe. Il y a aussi la possibilité d'aller à une école publique. La décision là-dessus est prise en mode arbitraire par le directeur du camp. Il y a environ 60 enfants qui doivent aller à l'école mais seulement 12 qui vont à une école publique.

Aussi l'assistance médicale es catastrophique. Le médecin du camp Bramsche prescrit les mêmes calmants et crèmes, qui sont souvent sans effet, pour des maladies différentes. C'est interdit aux femmes d'aller chez une femme gynécologue, soi-disant qu'elles ne puissent pas s'entendre avec euw à cause de langue. Au camp Parchim il n'y a pas un médecin. Là une infirmière prend toutes les décisions. Comme ca une opération très nécessaire qui a était conseillé d'un autre médecin n'a pas été approuvé.

Par ces exemples les conditions inhumaines qui existent dans les camps deviennent claires.

Les camps doivent disparaître!

Programme

Vendredi, 29.09.2006

15h Salutation, du café et des gâteaux, le tournoi de volley et de foot, du cirque, kicker, d'autres jeux, théâtre-workshop pour les femmes

19h déjeuner

20h Premier plénum, discussion sur la situation à Blankenburg, Bramsche, des informations sur les droits des réfugié(e)s et migrant(e)s

après ca musique

Samedi, 30.09.2006

09h petit déjeuner

11:30h MANIFESTATION 11:30 Rencontre à la gare centrale de Oldenburg

16h déjeuner

17h Workshops: „Organisation des réfugié(e)s“ aussi bien que „Politique de la gauche radicale et le travaille anti raciste“*

20h Discussion sur les perspectives de la résistance anti raciste

après ca du ciné

Dimanche, 1.10.2006

10h petit déjeuner

11h Plénum final

13h déjeuner

Le «feminist meeting»

Depuis le printemps 2005 il y a le «feminist meeting», une rencontre de femmes, lesbiennes, transgender du réseau No-Lager et autres groupes qui agissent contre racisme et patriarcat. Ici des réfugiées et non-réfugiées se rencontrent plusieurs fois par an pour discuter la situation dans les camps, déportations, racisme... et planifier des actions ensemble. En plus on séchange sur l'exploitation et l'oppression des femmes et filles dans les pays d'origine différents (y compris l'Allemagne) et la résistance contre celle-ci.

En addition de la participation aux No-Lager-Actions le «feminist meeting» a organisé des actions

propres. Le 25.11.2005, le jour international contre la violence contre les femmes, on a été aux actions féministes à Hamburg et on a fustigé l'assistance médicale catastrophique des réfugié(e)s avec du théâtre interactif et des tracts. Le 8 mars 2006 on a été ensemble avec des iraniennes et kurdes à une manifestation entre autres contre les lois islamiques dans l'Iran, qui sont actuellement et aussi en avant mortels pour beaucoup des femmes.

Des femmes du camp de déportation Bramsche ont mis leur situation et spécialement la condition inhumaine des enfants en discussion au «feminist meeting». Sur ca il y aura du travail en publique et des actions.

Qui est-ce qu'on est...

On est une alliance des groupes et individus anti-racistes, autonomes et féministes, travaille dans des contextes régionaux et suprarégionaux, quelques gens des nous sont affecté(e)s directement des lois racistes, quelques y ne sont pas. Pour nous il s'agit de lutter pour une vie autodéterminée pour tous et toutes. On proteste contre toutes formes des privations des droits et marginalisation des hommes. Depuis beaucoup des années on lutte contre le système des camps en Allemagne, qui marginalise les réfugié(e)s de la société, les contrôle et stigmatise.

Contact:e

Antiraplenum Oldenburg
c/o Alhambra
Hermanstraße 83
26135 Oldenburg
antira-ol@web.de

Medienbus Oldenburg
c/o „Dritte Welt“-Infozentrum
Auguststraße 50
26121 Oldenburg
medienbus@gmx.de

www.alhambra.de/nolager

Compte des dons:

Arbeitskreis Dritte Welt e.V.
Kto-Nr: 015 131337
BLZ: 28050100, LZ0
Fonction: Aktionstage

